



Économie hévéicole et engagement politique des jeunes producteurs à Bettié en Côte d'Ivoire

Noël Kouassi*

Résumé

Dans cette recherche, nous tentons de comprendre l'engagement des jeunes dans la gouvernance locale du département de Bettié à l'est de la Côte d'Ivoire. Nous nous appuyons sur des moments politiques, marqués par des contestations de l'autorité des chefs coutumiers et par la remise en cause du prestige social des cadres et des élites urbaines par des jeunes planteurs. En nous positionnant du côté de ces derniers, nous cherchons à comprendre comment ils franchissent les barrières sociales et politiques qui structurent leurs positions dans les espaces politiques observés. Nous plaçons au cœur de notre analyse le décentrement qui nous engage à suspendre le jugement en refusant le rapprochement entre la jeunesse actuelle et celle des décennies antérieures. De la description des situations d'interactions, il émerge des espaces politiques intermédiaires, rendus plus ou moins ordinaires, bien qu'étant hors de l'espace familial ou des pratiques politiques ordinaires. Décentrer le regard sur les jeunes ruraux, c'est également réfléchir à partir de ces espaces non figés des prises de parole, à partir des mouvements qui prennent forme hors des cadres habituels d'expression sociale et politique.

Mots clés : hévéaculture, jeunes, politique, gouvernance locale, milieu rural, Côte d'Ivoire

Abstract

Our research tries a comprehension of young people in the local governance of Bettié department in the East of the Ivory Coast. It is based on political moments, marked by disputes of the usual heads authority and the question of social prestige of the executives and elites urban by rural young people. By positioning us on the side of the rural young people, we seek to include/

* Anthropologue, Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo, Côte d'Ivoire.
Email: noel2ko@yahoo.fr

understand how they cross the social barriers and policies which structure their positions in political spaces observed. Off-centering that we place in the heart of our reflexion, commits us to suspend the judgment by refusing the bringing together between current youth and that of the former decades. Description of interactions situations, it emerges from intermediate political spaces, made more or less ordinary, although being out of family space or the ordinary political practices. To decentre the glance on the rural young people, it is also to reflect starting from these not-fixed spaces of the speeches, starting from the movements which take form out of the usual executives of social and political expression.

Key Words: Rubber, young people, local policy, governance, rural medium, Ivory Coast

Introduction

En tout cas à mon temps, les jeunes se souciaient de leurs études.
Les jeunes de maintenant, c'est des jeunes qui font la politique même.
A. K. A., ancien député-maire de Bettié, 14 janvier 2009.

Ce texte repose sur un travail de terrain que nous menons depuis 2008 dans le département de Bettié¹, dans la région de l'Indénié-Djuablin, à l'est de la Côte d'Ivoire. Les enquêtes ont été conduites à Bettié (chef-lieu de département), à Diamarakro (chef-lieu de sous-préfecture) et à Ackacomoékro (village). Ces trois sites d'enquêtes ont des zones de production de café et de cacao, engagées depuis le milieu de la décennie 1990 dans un processus d'appropriation de l'hévéaculture et confrontées à une contestation de leur système politique par les jeunes planteurs.

L'appropriation de l'hévéaculture par les producteurs a pour conséquence la marginalisation des cultures vivrières, anciennement associées aux cultures du café et du cacao, et le retrait des jeunes de la production agricole familiale. Actuellement, les cultures vivrières commercialisées sur le marché local proviennent des campements et des villages des départements de Yakassé-Attobrou (région de la Mé) et d'Abengourou (Indénié-Djuablin). La production de banane, de manioc, ou d'igname, principales cultures vivrières en milieu rural agni, relève dans les villages de Bettié de la pratique de planteurs, perçus comme sans ambition. Ainsi, comme les fonctionnaires en service dans le département, les ménages de planteurs se tournent vers le marché et les centres urbains pour leur alimentation. Dans ce même contexte, les jeunes sur qui reposaient les principales tâches de l'agriculture familiale se sentent de moins en moins intéressés par le système de production familial. Ils s'engagent dans la création de plantations individuelles, parfois même en dehors du patrimoine foncier familial.

Par ailleurs, dans chaque village, une crise politique interne à la communauté agni, ethnique en situation d'autochtonie locale, entraîne des interactions régulièrement conflictuelles. Elle intervient dans un processus de succession aux chefs de village de Diamarakro et d'Ackacomoékro et du chef de canton de Bettié. Celle-ci est particulièrement aiguë à Bettié où des tensions assez fortes opposent des familles en compétition et les configurations politiques construites autour de cet enjeu politique. Elles sont arrivées à un affrontement armé en 2002 et à l'emprisonnement de leaders politiques locaux en 2004. Des décès de membres des familles rivales sont associés à cette course au pouvoir.

Les raisons du retrait des jeunes de l'agriculture familiale et de leur irruption dans la gouvernance locale paraissent évidentes pour les jeunes, les élites coutumières et les fonctionnaires et cadres ressortissants. Les uns et les autres s'accordent pour annoncer la fin du prestige de l'âge et de la dépendance à l'égard des cadres et des élites urbaines par lesquels transitent un certain nombre de ressources matérielles et symboliques. Les jeunes planteurs, travaillant pour leur propre compte et très mobiles en raison de leur responsabilité dans les structures professionnelles agricoles, s'engagent dans des réseaux politiques et mobilisent des ressources extérieures sans forcément recourir aux « grands frères » résidant en ville. Pourtant, ce sentiment d'évidence constitue le principal obstacle à la compréhension dans la mesure où il conduit à prendre pour explication ce qui n'est au mieux que le constat d'un phénomène qui reste à comprendre.

Comment comprendre ce changement de la perception des jeunes et plus spécifiquement de l'engagement de plus en plus régulier de ces derniers dans la gouvernance locale ? Pourquoi le prestige de l'âge et du titre académique cesse-t-il d'apparaître comme « normal » avec la revendication d'une participation politique autonome des jeunes planteurs ?

Le comportement des jeunes planteurs lors des dernières élections municipales de juillet 2013² sert d'entrée à notre réflexion. Quelques mois après ces élections, remportées à Bettié par le candidat du RDR³, les responsables locaux du PDCI⁴ se réunissent à Bettié pour tirer les leçons de leur échec⁵. Ils trouvent alors nécessaire d'engager un processus de réconciliation avec la partie de la jeunesse dont la « rébellion » explique la perte du pouvoir municipal par leur parti politique. Au cours d'une rencontre entre les deux équipes perdantes⁶, le chef de village, un militant très influent de ce parti, tient ces propos que nous a rapportés un participant à cette rencontre : « *On a négligé d'écouter E. (le candidat des jeunes), c'est pourquoi nous nous retrouvons ici. Et aujourd'hui, regardez ce que fait M. (le nouveau maire).* »

Par sa prise de parole lors de ces élections locales, l'équipe des jeunes planteurs signe l'acte de demande officielle d'une nouvelle perception sociale

des jeunes dans le jeu politique. Elle revendique un modèle de participation politique autre que celui proposé par leur appartenance ethnique ou leur situation rurale. Si la perte de la municipalité est imputée à la candidature des jeunes, leur reconnaissance comme des acteurs politiques ne se pose pas aisément dans les perceptions sociales de la jeunesse. Le présent texte s'intéresse moins à la mise en relief de l'ensemble des pratiques associées à la participation des jeunes. À partir de quelques situations d'actions, il envisage un renouvellement du regard sur les mobilisations politiques des jeunes à partir de l'exercice du décentrement. Mais avant, intéressons-nous à la situation sociopolitique des jeunes à Bettié.

Contrôle sociopolitique de la jeunesse rurale à Bettié : déclinaisons et mutations

Dans les études rurales, on se référerait aux concepts de « cadets sociaux » ou de « dépendants sociaux » pour parler des « jeunes », et d'« aînés sociaux » pour traiter des adultes. Par exemple, quand Claude Meillassoux (1999) aborde la question des jeunes dans la société gouro de Côte d'Ivoire, c'est pour montrer leur place dans la production économique familiale et leur dépendance à l'égard des aînés. Il en est de même pour Jean-Marc Gastellu (1981), Rodolfo Stavenhagen (1969) et Andrzej Zajackowski (1963). Selon ces auteurs, la situation des jeunes dans les sociétés rurales africaines se caractérise par leur forte implication avec les femmes dans la production économique familiale. Dans la société gouro du centre-ouest de la Côte d'Ivoire, qu'a particulièrement étudiée Meillassoux, la condition juvénile est structurée par un ensemble de conventions sociales qui rattache les jeunes à leurs aînés. La fin de la jeunesse, qui confère l'autonomie sociale, est sanctionnée par l'entrée dans la vie conjugale avec l'autorisation des aînés qui prennent en charge les frais de la première union conjugale du cadet. Par cet acte, l'aîné social soustrait le jeune de la dépendance sociale et lui permet de devenir un homme indépendant, au moins économiquement. En fait, pour prolonger l'observation de Meillassoux, la première union conjugale du cadet n'est pas la limite de l'identité jeune. Seulement, cette union lui permet d'accéder au statut « d'homme » par sa participation à la reproduction sociale, en tant que père.

Stavenhagen (1969) note, quant à lui, que la migration est un point essentiel du contrôle des aînés sur les jeunes. Si, dans la société gouro, le travail familial repose sur la main-d'œuvre juvénile, dans les sociétés méridionales du Cameroun étudiées par l'auteur, les aînés envoient dans les zones de forte demande de main-d'œuvre un nombre important de leurs dépendants. Leur départ se justifie par cette demande de main-d'œuvre dans les zones d'accueil

ainsi que pour des raisons structurelles. Pour les jeunes migrants, les revenus tirés de la migration servent à entretenir la famille restée au village natal. Ils contribuent également à la quête de leur autonomie. Généralement, une partie des ressources est affectée à la réalisation d'un projet générateur de revenus.

Dans la société agni, les anciens exercent un contrôle politique assez strict sur les jeunes (Perrot 2006 ; Kobben 1956). Au niveau familial, ce sont les aînés, généralement le père ou l'oncle, qui détiennent le pouvoir par le contrôle de l'économie familiale et de la ressource foncière. Le patrimoine foncier, principal support de l'économie agricole, est régi par l'âge (Tujague-Gibourg & Moustier 2009 ; Tujague 2004). Au niveau villageois, l'expression politique des jeunes est encore encadrée par les aînés. En fait, réunis au sein de leur association coutumière, ils sont encadrés par un notable, désigné comme leur président. En réalité, il est le « régulateur » et le « contrôleur » de leur action politique. Ainsi, au niveau familial comme au niveau villageois, les relations des jeunes aux aînés relèvent davantage de l'ordre de l'allégeance politique et sociale et non de l'indépendance sociale et de l'autonomie politique. Ce double contrôle politique et social participe à la stabilité du pouvoir en pays agni et à la perpétuation du modèle économique de la société agni. Ce contrôle de la force juvénile assure également la reproduction du modèle économique familial et participe à la stabilité des institutions politiques de la société agni (Kouassi 2014).

Le « jeune » est désigné par le terme « *kpaflouan* ». Cette identité qualifie des individus d'âges et de conditions sociales divers, qui ont dépassé le statut d'enfant, « *batran* » ou « *batran kan* ». Après le stade de « *kapflouan* », de jeune, on entre dans la classe des aînés sociaux ou des vieux, les « *ngbangni* ». Les frontières entre ces différentes catégories sociales ne sont pas clairement définies. Comme dans les capitales africaines étudiées par Antoine *et al.* (2001), le passage dans la classe supérieure ne se fait pas de la même façon pour tous les jeunes. Selon leur position familiale, l'héritage peut susciter un basculement précoce de certains jeunes dans la classe des aînés alors que d'autres, bénéficiant d'une autonomie financière et résidentielle et engagés dans une union matrimoniale stable, ne connaissent pas d'ascension de classe. C'est davantage un ensemble d'attributs sociaux qui détermine l'identité jeune. On réserve au jeune la réalisation des travaux communautaires, la défense et la sécurisation du village.

Ainsi, malgré leur âge⁷ et leur autonomie financière, certains individus sont toujours considérés et se considèrent eux-mêmes comme des jeunes. Une frange importante de cette jeunesse est composée de déscolarisés, anciens citadins retournés au village dans les années 1990. Leur retour au village a été

principalement motivé par l'introduction de l'hévéaculture dans la localité, notamment par les opportunités d'emplois qu'offrait la société agro-industrielle nouvellement implantée à Bettié. Cependant, avant la création d'une plantation, ils ont revendiqué le relâchement du contrôle politique des anciens sur eux. Ainsi, juste après les premières élections municipales à Bettié en 1986⁸, ceux-ci ont obtenu le retrait des anciens de l'association des jeunes du village. Ainsi, le notable qui assurait la régulation de l'expression politique de la jeunesse cède sa place à un jeune, élu par ses pairs. Toutefois, ce retrait des anciens n'est pas tellement le fruit de la lutte des jeunes. Il a été davantage une conséquence de l'extension de la politique nationale de communalisation de 1985. Celle-ci permet l'érection de la sous-préfecture de Bettié⁹ en une commune. Dans l'espace communal, l'association des jeunes au plan administratif est la « jeunesse communale ». Ainsi, à la place d'un chef des jeunes désigné par le pouvoir coutumier, c'est un président élu qui dirige les jeunes de Bettié.

Le milieu rural agni est connu comme l'une des anciennes zones de développement de l'économie de plantation (Babo 2010 ; Chauveau & Dozon 1985 ; Chauveau & Richards 2008). Initialement, le cacao et le café étaient les principales cultures industrielles. Adoptée comme une culture accessoire, l'hévéaculture est devenue aujourd'hui la principale culture pérenne. Son introduction en Côte d'Ivoire peut être située au début de la décennie 50. Après l'indépendance, plusieurs tentatives de vulgarisation furent initiées par l'État dans les zones forestières périphériques d'Abidjan. Mais elles n'ont pas produit des résultats satisfaisants. Les planteurs manifestèrent très peu d'intérêt pour cette nouvelle culture, un peu trop exigeante comparativement au cacao ou au palmier à huile, dont ils avaient déjà acquis la maîtrise des techniques culturales (Pillet-Schwartz 1980). Dans le secteur agricole de Bettié, le contact des populations avec cette nouvelle culture remonte à la fin de la décennie 1970. La mise en œuvre du programme de vulgarisation était conduite par la Société africaine de plantations d'hévéa (SAPH). Le programme de valorisation se fondait sur deux principaux types de culture : les plantations industrielles et les plantations villageoises. Le premier est la propriété de la société agro-industrielle, chargée de la vulgarisation de la nouvelle culture. L'autre concerne les plantations créées par les villageois (PVH).

Ce volet PVH a privilégié les anciens planteurs. En effet, cette première promotion de producteurs devait prouver son aptitude à la création de la plantation. Il s'agissait d'abord de justifier la disponibilité de la ressource foncière et ensuite de donner des garanties nécessaires pour le remboursement des prêts que la SAPH accordait aux planteurs. Ces prêts consistaient en la subvention des plants d'hévéa, des intrants pour l'entretien des plants et en encadrement technique¹⁰. Les jeunes, ne pouvant pas offrir la garantie

nécessaire pour s'engager dans la création de plantation, prenaient presque exclusivement le chemin de l'usine et des plantations industrielles de la SAPH. Là-bas, ils sont engagés comme des techniciens agricoles ou des agents de l'usine. Ceux qui restent dans l'économie familiale servent de main-d'œuvre à leurs parents. Durant cette période, tous apprennent non seulement les techniques agricoles, mais découvrent les opportunités d'insertion des jeunes dans la production agricole. C'est ainsi que certains d'entre eux bénéficient du projet Jeune agriculteur moderne d'hévéa (JAMH).

Le JAMH est un projet visant à intéresser des jeunes déscolarisés au travail agricole, principalement l'hévéaculture¹¹. Il a consisté en une sélection de jeunes déscolarisés pour leur formation aux techniques hévéicoles pendant une année. Au terme de celle-ci, les jeunes retournés au village bénéficient d'un crédit agricole octroyé par l'État et logé à la Banque nationale pour le développement de l'agriculture (BNDA). Leur apport initial est une parcelle de 15 hectares. À la première année du projet, plus précisément en 1986, un seul jeune a bénéficié de cet incitatif. C'est aux 2^e et 3^e promotions que d'autres jeunes déscolarisés ont participé au projet. Le retour de la 2^e promotion a coïncidé avec un déclassement de forêt à Bettié. Ses membres ont été alors prioritaires dans la catégorie des jeunes planteurs, et dans la répartition de la superficie déclassée. Avant l'entrée en production de leur plantation, les jeunes bénéficient d'une allocation mensuelle de 26 000 FCFA (52 \$). Leur encadrement technique sur les plantations est assuré par la SAPH, opérateur technique du programme. La 3^e promotion a eu moins de chance que les deux premières. Les difficultés rencontrées par l'État au début de la décennie 1990, et surtout avec la dissolution de la BNDA, se traduisent par la suppression du soutien institutionnel à travers le projet JAMH. C'est au total huit jeunes autochtones qui ont bénéficié de l'appui de l'État.

En termes d'effectif des bénéficiaires, le programme a eu un impact très limité au regard de l'effectif des jeunes dans l'ensemble des villages, mais également au vu de l'espoir qu'il représentait pour eux. Quelque temps après ou même concomitamment au programme, certains n'ont pas attendu l'appui de l'État pour s'engager dans la nouvelle économie agricole. Ils s'appuient sur une épargne accumulée grâce à l'investissement dans l'exploitation du cacao et du café, à des investissements dans le commerce ou sur un héritage familial.

Le projet JAMH a été le point d'entrée des jeunes dans la production de l'hévéa et la libéralisation de la production en 1990 représente la seconde phase. On enregistre depuis ces périodes une véritable percée des jeunes dans la création de plantation. Si leur identité sociale de jeunes ruraux fait d'eux des dépendants sociaux et surtout la principale main-d'œuvre familiale,

l'introduction de l'hévéaculture dans le secteur agricole de Bettié leur ouvre un nouvel itinéraire d'insertion sociale et de construction de position d'influence dans les villages.

L'ouverture d'un nouvel itinéraire d'insertion socioéconomique et le relâchement du contrôle politique des anciennes élites coutumières nourrissent, chez les nouvelles générations, un potentiel de mobilisation individuelle et collective. Quand elles n'entretiennent pas, à tort ou à raison, un sentiment de non reconnaissance de leur compétence par les anciennes élites sociales et politiques, elles s'expriment de manière quelquefois violente dans l'espace public. Il en est de même dans les relations familiales quand, dans leur raisonnement, elles parviennent à se convaincre de la volonté de leurs aînés de mettre un frein à leur ascension sociale et économique. Dans chaque situation de mobilisation, il se dégage chez les jeunes le sentiment que ce qui est contesté par les autres, ce n'est pas leur identité ethnique, mais plutôt leur nouvelle position, acquise par leur investissement dans l'économie hévéicole.

Quelques situations d'agir politique des jeunes ruraux

Une transmission politique intra-familiale refusée

Dans les représentations sociales sur la richesse en milieu paysan agni, il est mal perçu qu'un fils soit plus riche que son père. Quand cela se produit, c'est un déshonneur pour le père et le riche fils est présenté comme un obstacle à l'épanouissement de son père. À propos des contours financiers de la vie des jeunes agni, un ancien président des jeunes de Bettié soulignait : « *Dans les temps anciens, un jeune ne doit pas être plus riche que son père, ou son oncle*¹². » Quand on est jeune, s'engager dans la logique de l'accumulation est interprété comme un défi au pouvoir de l'âge ou la réparation d'une inégalité ancienne qui entretient l'équilibre familial et social. Dans l'imaginaire social de ce temps-là, dépasser les anciens dans l'échelle de la richesse était donc interprété comme un comportement audacieux et quelquefois sanctionné. La sanction consiste en la faillite de ce jeune riche provoquée par des procédés magiques dont seuls les anciens avaient le secret. Cette perception sociale de la richesse est surtout à mettre en rapport avec le modèle économique d'alors. La constitution de la richesse résulte d'un long investissement dans l'agriculture et du contrôle d'une importante main-d'œuvre familiale. Perdre le prestige de la richesse familiale, c'est perdre également le contrôle politique des hommes. La prééminence de l'âge dans la désignation du chef politique chez les Agni traduit donc le lien entre le pouvoir politique et la richesse dans cette société (Perrot 1976, 1982).

Aujourd'hui, les familles accordent moins de prééminence à l'âge dans la désignation du chef de famille. On tend vers un rajeunissement du pouvoir coutumier. Principal représentant de la famille ou du village, cette fonction politique entraîne une forte mobilité pour répondre aux préoccupations politiques villageoises et à celles des membres de la famille. Ainsi, la tendance est à la transmission du pouvoir coutumier aux jeunes générations, perçues comme plus dynamiques et plus disposées à la mobilité.

Derrière ce nouveau profil du chef, se cache pour le cas spécifique de Bettié, le visage des jeunes producteurs agricoles, émergeant dans les villages comme de nouveaux riches planteurs. Dans la mesure où le pouvoir politique est soutenu par le pouvoir économique, les jeunes perçoivent cette volonté de rajeunissement du pouvoir politique coutumier comme une stratégie politique pour freiner leur émergence sociale. S'intéresser au raisonnement politique des nouvelles générations dans les relations intra-familiales nous engage à prendre en compte l'enchaînement d'un ensemble d'événements significatifs pour elles. L'objet d'analyse devient alors l'ensemble des représentations construites à partir des relations entre les jeunes planteurs et les autorités familiales et l'enjeu proprement politique que constitue la présentation de soi.

K. B. est né en 1963 à Bettié. Il est marié et père de 4 enfants. Il a un niveau d'instruction de CMII (cycle élémentaire). Il n'a aucune expérience urbaine de longue durée. Deux ans après avoir arrêté ses études, il est embauché par l'ambassadeur Nioupin Benié¹³ comme vendeur dans la boutique¹⁴ de Bettié. Suite au décès de ce dernier, K. B. continue le commerce avec A. Z., un planteur autochtone qui reprend la gestion de la boutique. Tout en tenant le magasin, l'objectif du jeune K. B était l'investissement dans l'agriculture. Pour lui, bien qu'il perçoive un revenu mensuel en tant que vendeur, cela n'était pas une garantie suffisante pour sa vie. Après quelques années à la boutique, il démissionne pour se consacrer à l'agriculture. En réalité, K. B. ne sort pas complètement du secteur commercial. Il ouvre sa propre boutique de vente de pagnes que gère sa femme.

Bénéficiant d'une petite économie réalisée grâce au commerce, il s'engage dans la création de sa première plantation d'hévéa, avec l'aide de travailleurs saisonniers originaires du Ghana. Progressivement, il se profile comme un planteur émergent dans le village. Au terme de trois ans successifs d'investissement, il décide de marquer une pause pour entretenir les 8,5 hectares. À partir de 1994, il commence à percevoir un revenu mensuel de l'hévéa. Il reprend la création de plantation. Et en janvier 2009, il était propriétaire de 15,5 hectares d'hévéa en production. Sa production mensuelle s'élève à 8 ou 9 tonnes de caoutchouc par mois. Depuis quelques années, il exploite une parcelle de près de 50 hectares dans un village d'Abengourou, sur

la base du contrat foncier appelé « *domientchè* » qui se traduit par l'expression « *planter-partager* ».

Unique garçon entre 4 femmes, dont seulement deux sont en vie, K. B. décide de construire une maison à partir de 1997. Mais la réalisation de ce projet suscite de fréquentes confrontations avec des individus qu'il présente comme des opposants à son projet. Parmi ceux-ci, il nomme précisément le chef de village. Selon son explication, le chef refuse de voir un jeune comme lui devenir riche et investir dans le village. C'est ce qui justifie, à son avis, les différentes manœuvres de ce leader coutumier pour détourner les jeunes de leur projet d'autonomisation sociale. À partir de sa propre expérience, il nous décrit les manœuvres de ce dernier pour étouffer l'émergence de la nouvelle génération.

Ces manœuvres commencent dès l'acquisition du lot. Les travaux de construction commencent par le chargement de sable pour la confection des briques. Le chef de village, informé du projet de construction et de l'identité de son initiateur, réquisitionne le terrain pour la construction de la résidence du sous-préfet. « *Un jeune qui a l'idée de faire quelque chose, vous lui arrachez le lot, entre-temps, tout ce bloc-là était lot, mais pourquoi c'est ce lot-là que tu veux prendre ?* », s'interroge K. B. Il ne se « décourage pas », d'après ses propres termes. Il reçoit un autre lot de la part du maire. Il apprécie ce don comme un encouragement à la poursuite de ses travaux. Mais ici encore, le jeune rencontre des indices d'une injonction à la renonciation à son projet.

J'ai fait mes briques et un beau jour, je viens, j'avais ma « Suzuki 125 » (une moto). En ce moment sur ce lot, j'avais fait nettoyer par un « Caterpillar ». Donc les gens avaient ouvert une petite voie pour aller au champ. Un bon jour, j'étais sur ma moto, je viens, voilà une tête de bœuf entière, fraîche. On venait de tuer le bœuf à 4 heures du matin là et on prend le sang pour venir déposer sur le lot. Et les gens sont venus regarder, mais je n'ai pas l'idée de faire la photo. Une tête de bœuf, est-ce qu'un enfant peut faire ça ? Prendre 30 000 FCFA¹⁵ pour payer une tête de bœuf bien noire comme charbon. On vient déposer sur mon lot parce que je vais construire un étage. Mais je ne suis pas découragé, je dis ça là je vais me battre. Et je suis avec eux. Après j'ai envoyé encore du ciment, je ne suis pas découragé (K. B).

En fait, il ne se présente pas comme la seule victime des agissements du chef de village. C'est l'ensemble des jeunes entrepreneurs qui sont combattus par le chef de village. « *Les gens qui construisent ce bâtiment meurent, mais moi je suis là. Ce bâtiment, c'est ça qui a provoqué cet accident-là, mais Dieu merci, je m'en suis sorti*¹⁶ ».

Depuis plusieurs années, le lignage SOPI, auquel appartient K. B, est confronté à une crise politique interne. Le dernier chef intronisé a été démis

de ses fonctions politiques par une branche du lignage. Les raisons de cette destitution ne sont pas très clairement exprimées par les membres de la famille. Ce qui est connu de tous, c'est que le chef humilié a été « lavé » par les membres du lignage. Il a été rétabli dans sa dignité politique. Cependant, il refuse de reprendre le contrôle politique du lignage.

Le chef de village de Bettié, non membre de ce lignage, s'ingère dans cette question politique intra-lignagère. Son ingérence s'est faite à travers l'imposition d'un jeune chef. Une volonté de rajeunissement du pouvoir familial ? En fait, bien qu'il soit un ayant droit au trône, il est encore loin de l'accession au pouvoir. Ses grands cousins sont vivants et ils doivent passer avant lui. Mais pour K. B, cette offre politique du chef n'est qu'un cadeau « empoisonné ». L'intention réelle de ce dernier n'est pas de travailler à la stabilité de la famille. Sa disponibilité pour la gestion de cette crise politique répond à une stratégie d'anéantissement du jeune producteur émergent, selon la compréhension de K. B. La volonté du chef est de l'affaiblir financièrement pour qu'il abandonne son projet immobilier et son investissement agricole :

Il met les grands frères devant, je suis leur financier partout où on va. On a été même chez le roi Boa Kouassi d'Abengourou. Et en partant là, il me dit : tous ceux qui vont là, plus de 10 personnes, tu assures leur transport. Moi après notre retour d'Abengourou, je suis allé le voir pour lui dire que ce qu'il a fait là moi je ne le suis plus. Je ne suis pas une banque pour régler les problèmes des gens alors que toi tu es en train de t'occuper de tes enfants. Et jusqu'à présent notre chaise est encore vide, il n'y a pas de chef. Parce que moi je dis je vais prendre mon argent pour mettre quelqu'un chef. Celui qui veut être chef, il n'a qu'à faire ses démarches, on a le même pouvoir. Aujourd'hui j'ai fait mes enfants, il faut que je m'occupe d'eux.

Jeunes planteurs et fonctionnaires dans le contrôle des espaces jeunes

Un autre fait mérite d'être souligné pour comprendre le repositionnement des jeunes dans le champ politique local. Il s'agit des tensions autour de la gestion de l'équipe locale de football. M. K., titulaire d'un doctorat en pharmacie, et originaire du nord de la Côte d'Ivoire, est le premier pharmacien de Bettié. Auparavant, il a géré pendant 5 ans une pharmacie à Adzopé, ville située à une soixantaine de kilomètres. En dehors de son activité professionnelle, le pharmacien s'intéresse au sport, au football en particulier. Peu après son installation à Bettié, il dit avoir fait le constat de la marginalisation des fonctionnaires dans ce village. Ces derniers étant majoritairement de nouveaux enseignants, ils rencontrent des difficultés d'insertion selon lui :

Quand un jeune (planteur) passe avec sa moto, on dit : lui là il gagne 800 000 FCFA (1 600 \$) là, ils (les fonctionnaires) sont frustrés. Donc, c'est ce complexe qu'ils ont développé un peu et puis ils sont en retrait. Ici là, ce ne sont pas les fonctionnaires qui font le malin, ce sont les jeunes planteurs, alors qu'à Adzopé par exemple ou bien dans les autres coins, c'est les fonctionnaires qui font le malin.

Pour contribuer à l'épanouissement des fonctionnaires dans ce milieu d'inversion sociale, le pharmacien met en place un club dénommé « Maracana ». Par cette initiative, il permet aux jeunes fonctionnaires en service à Bettié de se rencontrer quelques soirs après le service sur un espace public du village, aménagé pour les rencontres populaires, à côté du centre de santé urbain et de la pharmacie.

L'initiative du pharmacien a été très appréciée à Bettié et a eu des échos dans les autres villages du canton. Il est régulièrement sollicité par les jeunes des autres villages pour des parrainages de tournoi ou pour des soutiens pour l'organisation de compétitions sportives¹⁷. Le chef de village le sollicite pour la présidence du club de football de Bettié, engagé dans la division 2 de la ligue professionnelle nationale de football. Il décline d'abord la sollicitation en avançant qu'il continuera de soutenir le club en renforçant la boîte à pharmacie qu'il met à la disposition du club à chaque saison sportive. Sur instance du chef de village qui lui promet son soutien¹⁸ et celui de tous les cadres de Bettié, le pharmacien accepte la présidence du club. Il est secondé à la vice-présidence par un jeune planteur du village. Fils d'un ancien préfet, B. a débarqué à Bettié en 1994 pour hériter des plantations de son défunt père. Il s'agit d'une plantation de 30 hectares d'hévéa. Bénéficiant de ce « prêt-à-porter¹⁹ », il s'insère à Bettié dans des réseaux politiques et sociaux très solides. Il assure d'abord la présidence de la jeunesse du PDCI, puis la présidence du Comité de gestion du collège municipal de Bettié pendant l'année scolaire 2009-2010. Il est aussi un délégué du Fonds interprofessionnel de soutien hévéicole (FISH), une association des planteurs d'hévéa. Il est par ailleurs un membre très influent dans les réseaux jeunes, notamment en tant que leader d'un groupe baptisé « yesiyewon », composé de jeunes planteurs autochtones et de quelques fonctionnaires en service à Bettié. Ce réseau est principalement piloté par B., surnommé « le perroquet » par ses amis. Il entretient un autre réseau de « bons petits », de nouveaux planteurs dont les plantations ne sont pas encore en production ou simplement de petits producteurs. Non loin du lycée municipal, il est installé dans une confortable maison à l'intérieur de laquelle il a un bar climatisé. Il a par ailleurs deux voitures, dont une destinée au transport du caoutchouc. Ces différents biens, qui lui permettent de s'émanciper de la dépendance des amis et surtout des ressources des politiciens locaux et des

cadres, témoignent par la même occasion de sa réussite économique dans l'espace social de Bettié.

Ce groupe de jeunes planteurs autochtones dirigé par B. n'avait pas apprécié la désignation par le chef de village d'un pharmacien, d'un ressortissant malinké du nord de la Côte d'Ivoire comme le président du club local. Pour eux, par cet acte, il leur faisait du tort. Il engageait sur leur terrain une personne qui n'est pas des leurs. Non seulement il est distant d'eux par son appartenance ethnique (Malinké), mais aussi par sa profession (pharmacien).

L'ouverture d'un nouvel « itinéraire d'accumulation²⁰ » par l'hévéaculture propulse depuis des années les jeunes planteurs autochtones dans une lutte pour la reconnaissance de leur prestige social dans l'espace public (Kouassi 2014a). Dans cette logique, ils acceptent difficilement que leur échappe ce prestigieux poste. Par ailleurs, la question de l'identité nationale, plus exactement l'autochtonie, est revendiquée par les jeunes planteurs. En effet, bien qu'étant ressortissant national, le pharmacien se retrouve dans un milieu social autre que celui de sa naissance. De ce fait, il est identifié comme un « étranger ». Cette conception de l'identité nationale, particulièrement en vigueur dans les compétitions politiques locales²¹, fait également écho à la politisation de l'identité nationale entretenue par la compétition pour le contrôle du pouvoir d'État post-houphouët²². Dans les interactions entre les autochtones agni et leurs « étrangers », on note une relative maîtrise de la violence xénophobe, contrairement aux zones du centre-ouest et du sud-ouest (Chauveau *et al.* 2012). Et dès les premiers moments du déclenchement de la guerre en 2002, les chefs coutumiers ont commencé un travail de sensibilisation des communautés locales à l'entretien de la cohésion sociale. Selon Perrot (2006), le respect des consignes des leaders coutumiers a contribué à l'étouffement de la violence politique, de sorte qu'il n'y a pas eu d'affrontements intercommunautaires dans les villages agni ou une radicalisation de la violence xénophobe. Cependant, nous avons montré dans des travaux antérieurs que l'obstruction à l'altérité n'était pas totalement absente des interactions politiques (Kouassi 2014a, 2014b).

Dans la gestion quotidienne du club, les jeunes planteurs autochtones se présentent comme des adversaires du président alors que ce dernier comptait sur leur force de mobilisation, leur soutien et leur proximité avec les autorités politiques et coutumières de Bettié. Non soutenu financièrement par les cadres et les politiciens locaux, et confronté à l'adversité de son vice-président, le président pharmacien démissionne de son poste.

Cette démission donne la possibilité au jeune planteur de diriger le club comme il le souhaite. Mais en accédant à la tête du club, il pensait jouir des

prestiges de ce titre. La présidence du club local donne la possibilité de participer aux rencontres de la conférence nationale des présidents de clubs de football. Au niveau local, ce titre de président du club local lui permet de se positionner en interlocuteur principal des autorités politiques et administratives locales en matière de sport et d'activités de jeunes. Mais après seulement quelques mois de compétition, le club a commencé à chuter dans le classement national. L'espoir d'une montée en 1re division suscité par la présidence du pharmacien s'est carrément envolé avec l'arrivée du nouveau président. Il rencontre d'énormes difficultés financières, ce qui entraîne le non-paiement des primes de match et des salaires des joueurs. Les blessés ne sont pas soignés. Démotivés, les joueurs ne se concentrent plus pour la compétition. Les résultats du club ne sont plus satisfaisants. Revendiquant leurs droits, ils rencontrent le mépris de leur président qui les tourne en dérision en avançant que ses « chaussures sont plus chères que leurs primes de match ».

Jeunes ruraux et élites urbaines à la conquête du pouvoir municipal

Les dernières élections municipales et régionales en Côte d'Ivoire nous servent de contexte de description de l'engagement politique des jeunes producteurs agricoles dans le champ politique à Bettié. Ces deux élections locales jumelées étaient programmées le 21 avril 2013 au niveau national. Mais à Bettié, l'élection municipale ne s'est pas déroulée ce jour en raison de la non-conformité entre le spécimen et le vrai bulletin de vote. En effet, lors de la présentation du bulletin de vote, les candidats ont constaté la modification de l'ordre des effigies des trois candidats par rapport au spécimen des campagnes. Cette modification, estimée préjudiciable aux candidats, a suscité l'opposition du candidat indépendant (candidat des jeunes planteurs) et de celui du RDR au déroulement des élections. C'est finalement le 21 juillet 2013 que la Commission électorale indépendante (CEI) a organisé les élections municipales à Bettié.

La municipalité de Bettié est dirigée depuis sa création en 1986 par des maires militants du PDCI-RDA (ancien parti unique). Il s'agit de cadres de l'administration en fonction à Abidjan. Le premier maire qui a eu deux mandats (1986-1996) était un directeur de société. Son successeur (1996-2013) est un cadre de l'administration financière. Ces deux équipes municipales étaient composées de cadres urbains et de notables coutumiers. Les premiers occupent les postes clés. Résidant à Abidjan, ils délèguent la gestion quotidienne de la municipalité à des conseillers désignés dans la notabilité coutumière.

La composition de l'équipe municipale sur cette base politique coutumière et élitaire relègue la jeunesse agricole rurale à la périphérie de la politique

municipale. Cet argument a été avancé par un groupe de jeunes producteurs agricoles comme étant la motivation principale de leur engagement dans la course au pouvoir municipal. Mobilisés autour de la figure du président du secteur agricole de Bettié, ces jeunes prennent l'engagement de participer à la vie politique autrement que par le suivisme des élites ou de leurs parents. Ils présentent une liste électorale aux élections municipales de 2013. Ils ne capitalisent pas d'expérience politique dans la conduite d'une compétition électorale. En revanche, principaux animateurs de campagne lors des élections antérieures, ils peuvent revendiquer une maîtrise des pistes des campements et des villages et un contact plus régulier avec les habitants de ces localités que les cadres.

En effet, parallèlement au développement de l'hévéaculture, un vaste réseau associatif professionnel de l'hévéa se tisse entre les producteurs. Pour cette filière agricole en pleine expansion, la création de structures associatives et syndicales présente des enjeux importants aussi bien pour la Société d'encadrement des producteurs (SAPH) que pour les producteurs eux-mêmes. Il se crée alors à Bettié des sections locales de toutes les structures d'encadrement et syndicales de la filière. Le contrôle de celles-ci n'intéresse pas de près les anciens, déjà occupés par les questions politiques coutumières. Ainsi, les jeunes déscolarisés (bénéficiant d'une instruction de niveau secondaire), plus disposés à la mobilité, sont délégués par les producteurs pour les représenter. Depuis 1992, date de création et d'installation de la première structure professionnelle agricole, les jeunes délégués par leurs pairs producteurs sillonnent les zones de production de l'hévéa et les centres urbains. Ils participent à diverses rencontres au cours desquelles ils font l'expérience de nouveaux milieux sociaux.

Le réseau syndical et associatif des producteurs d'hévéa de Bettié est contrôlé par E. N., un jeune déscolarisé de niveau Terminale G2 de l'enseignement professionnel (économie). Délégué des producteurs du secteur Bettié-Abengourou, il est également le président local de l'Association des producteurs et manufacturiers de caoutchouc (APROMAC) et de l'Association des producteurs de caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (APROCANCI), et administrateur national pour ces deux structures. Il est également le président de la Coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) de Bettié. Jeune déscolarisé revenu au village après son échec scolaire, E. N. s'engage dans le domaine agricole. Il justifie son retour au village par sa volonté de s'insérer socialement dans le secteur hévéicole qui s'implantait à Bettié. À son retour au village, il est d'abord engagé comme agent technique à la SAPH. En 1986, il est le premier bénéficiaire à Bettié du programme Jeune Agriculteur moderne d'hévéa (JAMH). Dans le cadre

de ce programme, il crée une plantation de 15hectares d'hévéa avec une subvention gouvernementale. Chaque année, il poursuit son investissement tant par l'extension de ses plantations que par l'approfondissement de son réseau professionnel. Il parvient à se positionner comme le principal interlocuteur entre les producteurs locaux d'hévéa et les structures syndicales et associatives de la filière.

Quand il décide de s'engager dans la compétition pour le contrôle de la municipalité de Bettié, le réseau syndical professionnel a constitué la base de la composition de son équipe et de son électorat. La liste municipale qu'il conduit est composée essentiellement de jeunes producteurs d'hévéa résidant à Bettié. Par ce geste, les jeunes producteurs manifestent avant tout la volonté de se définir comme des hommes politiques à part entière. Par conséquent, ils n'ont pas besoin de s'inscrire sur la liste des cadres urbains. Ils présentent une liste de candidature indépendante. En réalité, cette apparente indépendance politique ne doit pas nous conduire à voir cette liste comme constituée par des hommes sans liens politiques partisans. Il s'agit en général de transfuges des partis politiques tels que le PDCI et le FPI.

Suivant le mot d'ordre de boycott de la direction nationale du parti, la section locale du FPI n'a pas présenté de candidat. En revanche, les militants n'ont pas voulu rester en marge du jeu politique local. En fonction de leurs liens familiaux et des accords politiques, ils se sont inscrits sur la liste des candidats en compétition. Au PDCI, les mécontentes au sujet des choix des candidats aux élections locales ont entraîné plusieurs vagues de dissidence. C'est ainsi que la tendance conduite par le président des jeunes de ce parti s'est rapprochée du candidat des jeunes planteurs d'hévéa, ancien militant du PDCI. C'est donc un ensemble assez composite de militants qui décide de s'aligner sur une liste politique indépendante conduite par celui qu'on pourrait appeler le « syndicaliste agricole » de Bettié.

Comme symbole, ils choisissent un plant d'hévéa. En plus, ils choisissent le pagne comme tenue vestimentaire pour la photo d'équipe. Ces deux choix entrent bien dans une stratégie de présentation de soi. Il s'agit d'exprimer leur attachement au symbole de la prospérité des paysans et aux valeurs culturelles locales. La mise en avant de l'identité professionnelle dilue partiellement l'identité rurale de leur liste face aux cadres urbains. En effet, parmi eux, aucun membre ne justifie d'un diplôme universitaire. Disqualifiés d'office dans le rapprochement avec les autres candidats par le diplôme, ils se réfugient derrière les symboles valorisés par les électeurs, notamment l'hévéa (richesse agricole locale) et le pagne (tenue de prestige des Agni). Durant la campagne électorale, ils construisent un discours politique autour de la déconstruction du lien entre l'instruction et la compétence politique.

Plus que le poids réel de ce candidat des jeunes dans le jeu électoral, c'est la portée politique générationnelle et identitaire qui préside à cette candidature des jeunes qui nous importe. Lorsque se développait dans le milieu politique une velléité de candidature des jeunes producteurs d'hévéa, les fonctionnaires et les politiciens locaux voyaient en ces derniers un simple mouvement d'opportunistes politiques. Ainsi, diverses démarches de récupération politique sont menées par les candidats officiels, parrainés par les formations politiques (RDR et PDCI). Chacun cherchait à récupérer le plus rapidement possible cette force politique juvénile ou à l'étouffer. Spécifiquement pour le candidat du PDCI, les démarches de dissuasion sont menées au niveau familial. En effet, les deux candidats déclarés (Indépendant et PDCI) sont issus du lignage Abèsè de Bettié. Le candidat du PDCI est l'oncle du candidat indépendant. Sur la base de l'avantage de l'âge, du prestige social et politique, diverses démarches sont menées au niveau familial pour la renonciation et le ralliement du neveu. Mais ces différentes manœuvres ne parviennent pas à entamer sa détermination. À l'issue des élections, le candidat du RDR est déclaré élu avec 44,48 pour cent des suffrages exprimés, suivi du syndicaliste agricole (28,68 %) et en dernière position le candidat du PDCI (26,84 %).

Décentrer le regard sur les jeunes ruraux

Mes séjours réguliers sur le terrain de Bettié m'amènent au constat que la problématique de la figure sociale et politique des jeunes est une préoccupation communautaire de premier plan. Cependant, elle se pose comme une question taboue, car personne ne veut assumer la responsabilité de l'énoncer ouvertement. C'est généralement dans les cercles familiaux, les réseaux d'amitié, les débits de boissons, ou lors des funérailles que sont dénoncés les comportements circonstanciels de certains acteurs autour d'un enjeu précis. Les chefs de famille, les chefs coutumiers et les cadres s'enferment dans une cécité politique volontaire. Pourtant, la succession au trône cantonal, les lieux de funérailles, les associations professionnelles agricoles témoignent, depuis des années, d'une irruption croissante et violente des jeunes dans l'action politique locale. Cette configuration sociopolitique qui sous-tend le paradoxe souligné par l'ancien député-maire de Bettié que nous avons transcrit en épigraphe dans ce texte nous permet de mettre en perspective la question du décentrement du regard sur les jeunes dans le département de Bettié.

Dans les milieux ruraux agni de l'est de la Côte d'Ivoire, les jeunes sont directement rattachés à des modes de production politique²³ et socio-économique²⁴ qui les étiquettent comme des individus vissés à leur identité

ethnique ou culturelle et à leur statut d'apprentis sociaux. Ils sont perçus comme des êtres sociaux statiques à des positions politiques stéréotypées, conformément aux valeurs ethniques (Perrot 2006). Une telle perception sociale de la jeunesse rurale, toujours prégnante dans leur milieu de vie, peut nourrir le regard critique de l'anthropologue en raison de l'ouverture des mondes ruraux aux dynamiques politiques et aux ressources du développement local (Bierschenk *et al.* 2000 ; Bierschenk et Olivier de Sardan 1998). Par ailleurs, les menaces sécuritaires liées aux guerres et conflits armés, les nombreux conflits fonciers font que régulièrement les jeunes ruraux se mobilisent autour de dynamiques nouvelles et dans des contextes nouveaux (Chauveau *et al.* 2012 ; Bobo 2011 ; Kouassi 2014).

À Bettié, notre incursion dans des réseaux politiques, les débits de boissons, notre participation aux cérémonies funéraires nous permettent d'observer, au-delà de l'homogénéité apparente, l'épaisseur symbolique du monde rural, et spécialement de la figure du jeune rural. À moins de se limiter à une approche essentialiste, l'anthropologue découvre la vivacité de l'agir politique jeune et ce, contrairement à l'isolement politique conféré par leur appartenance ethnique. Autour d'enjeux précis, les relations politiques sont reconstruites sur d'autres fondements que l'ethnie. L'argent et les ressources politiques prennent, dans ces cas, le pas sur l'âge et le prestige social de l'âge, ou le lien de sang. Sous nos yeux, se (re)construisent des stratégies politiques qui tentent de substituer d'autres valeurs, et un autre ordre à la hiérarchie explicite de la société.

Dans ce contexte, le décentrement se présente comme l'un des principaux défis majeurs qu'il faut relever si on veut réfléchir à la situation des jeunes dans le département de Bettié. Le décentrement est une question épistémologique ancienne pour l'anthropologie, redevenue centrale pour la réflexion dans le contexte des débats sur la globalisation et la mondialisation (Abélès 2008 ; Augé 2009), sur l'humanitaire (Agier 2012), sur la déterritorialisation (Appadurai 2005). Selon Godelier, le décentrement implique tout d'abord l'émancipation de la réflexion anthropologique des déterminismes sociaux ou surnaturels. L'anthropologue ne doit plus accepter que « sa pensée et son travail soient soumis d'avance à ce que permettraient de voir ou de dire les puissances temporelles ou divines » (Godelier 2010:72).

Le premier effort de décentrement consiste à penser les situations d'actions, sans forcément supposer primordiale la situation rurale ou l'appartenance ethnique. Il nous semble en effet impossible d'étudier avec profit l'agir des jeunes sans prendre en compte les flux culturels et politiques nationaux au sein desquels ils circulent, avec lesquels ils entrent en compétition ou dont ils se nourrissent (Chaléard & Dubresson 1989 ; Chauveau 2005, Chauveau

et al. 2012 ; Touré 1985). Si, hier, les enfants des paysans trouvaient presque exclusivement dans l'agriculture leur voie d'insertion sociale, le vaste mouvement de l'exode rural des décennies 1970 et 1980 a montré que les jeunes ont, à une période donnée, rejeté l'agriculture, perçue alors comme une activité éprouvante et peu rémunérée, pour tenter l'aventure urbaine. La crise économique de la décennie suivante, à l'inverse, a précipité le retour de ces derniers au village. Dans le département de Bettié, cet exode urbain a coïncidé avec l'introduction de l'hévéaculture et l'approfondissement des politiques nationales de décentralisation et de démocratisation qui, visiblement, contribuent actuellement à l'activisme politique des jeunes. L'intensification de leurs actions politiques est donc le résultat d'une innovation agricole et d'une transformation du mode de reproduction politique.

Ainsi, contrairement à l'ancienne configuration de la ruralité, nous nous retrouvons dans un monde rural plus large où se chevauchent des secteurs d'activités différents (agriculture, administration locale, transport, commerce), où s'interpénètrent un espace agricole différent, un contexte politique local et un environnement politique national conflictuel. Comme l'écrit Augé (2003:129), « aujourd'hui, sous quelque aspect qu'on l'appréhende, le contexte est mondial. Le moindre campement amazonien ou africain ne peut être décrit qu'en tenant compte de sa relation, plus ou moins lâche, plus ou moins efficace ou dérisoire, mais jamais sans effet à court et à long terme, au reste du monde ». Nous reprenons cette idée de Marc Augé pour souligner la nécessité de tenir compte du lien entre le rural et l'urbain, le local et le global dans la réflexion sur les comportements politiques des jeunes ruraux. Le décentrement exigé ici est culturel, mais va au-delà de la suspension du jugement que recommande la réflexion anthropologique. Il s'agit surtout de privilégier le travail de terrain plutôt que les principes culturels qui déterminent l'identité jeune en pays agni.

Le second effort de décentrement réside dans le changement de focale d'observation lors de l'investissement dans le travail de terrain. Il ne s'agit plus de fouiller dans les archives des sociétés rurales pour décrire les attributs statutaires des jeunes. Ce qui est fondamental si nous voulons traiter des jeunes d'aujourd'hui, c'est de privilégier les situations d'agir. Elles sont, dans la trajectoire des individus, des moments de choix ou d'engagement. En raison de la circulation des individus et des différents flux migratoires, il est évident qu'émergent de nouvelles situations et de nouvelles manières d'agir. La posture de décentrement, ici, repose sur l'impossibilité de réduire les jeunes ruraux à des êtres ethniques et suppose qu'une situation d'agir de jeunes n'est que la relance d'un processus de transformation et un retour sur ce qui fait problème à leur sens.

Enfin, il faut les observer dans les espaces et les lieux dont ils ne sont pas nécessairement les acteurs statutaires, ou dans des lieux qui ne sont pas les cadres ordinaires de l'action observée. Nous nous réapproprions ici une idée centrale de la réflexion de Michel Agier. Pour lui, une des dimensions du décentrement consiste en la révision des points d'observation. Il revendique la prise en considération des « frontières, au sens très générique et anthropologique des espaces de l'entre-deux, des seuils et des limites, mais aussi des moments de l'incertitude et de l'indécision » comme lieux et situations d'observation (Agier 2012:53).

Conclusion

À Bettié, nous observons une tendance à la différenciation des modalités de l'expression politique juvénile en fonction des générations ou selon les époques. Chaque génération est perçue comme porteuse d'un mode de participation propre : les jeunes étudiants dépolitisés, les jeunes qui font la politique, les jeunes planteurs d'hévéa qui « font le malin ». En même temps, l'analyse scientifique met en évidence une distinction entre les formes de participation selon les classes sociales. Dans ce texte, nous avons proposé une lecture alternative de la situation des jeunes d'aujourd'hui en privilégiant les dimensions relationnelle et conflictuelle des perceptions sociales de leurs comportements. Cela a permis de saisir les implications épistémologiques et nous a fourni les arguments pour envisager le processus de décentrement.

Les différentes situations d'agir explorées dans ce texte suggèrent que les formes de participation juvénile actuelle s'inscrivent dans une rupture avec les positions sociales héritées de l'appartenance ethnique et de la hiérarchie sociale en vigueur dans les espaces politiques d'investissement. L'engagement autonome des jeunes lors des élections municipales, leurs résistances aux injonctions des leaders coutumiers, et leur opposition aux fonctionnaires dans la gestion des espaces d'expression juvéniles nous renvoient aux imaginaires de la participation juvénile comme protestation et comme positionnement politique. Ces différentes situations d'agir se construisent par une distanciation à l'égard des identités ethniques et des identités partisans organisées.

Cette lecture de l'agir politique des jeunes dans le département de Bettié a été possible en nous inspirant du décentrement comme principe de lecture. Les dimensions culturelles, politiques et épistémologiques du décentrement permettent alors de voir les jeunes non pas comme des individus statiques, mais par des principes ethniques, mais comme des sujets politiques.

Notes

1. Les enquêtes sont menées à Bettié, Diamarakro et Ackacomoékro, à divers degrés d'intensité depuis 2008 ; des enquêtes personnelles de longue durée et une phase d'enquête collective ont été menées dans le cadre du programme de recherche sur les Transformations des Guerres contemporaines. Elles ont permis, en juin 2014, la soutenance d'une thèse en anthropologie sociale et ethnologie, en cotutelle internationale entre l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) de Paris et l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire) sur le sujet Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays Agni (Est ivoirien). Les données ont été produites à partir d'entretiens et d'observations directes. Au cours de ces enquêtes, nous avons rencontré un nombre important de jeunes ruraux, de membres des notabilités coutumières des villages, de fonctionnaires et de cadres, d'élus locaux. Par ailleurs, notre participation occasionnelle à la vie de ces localités nous permet de suivre l'actualité politique et sociale et de suivre la trajectoire de nos enquêtés (principalement les jeunes résidant dans les villages).
2. Au plan national, ces élections se sont déroulées en avril 2013. Mais à Bettié, des problèmes d'organisation ont occasionné le report du scrutin.
3. Rassemblement Des Républicains, parti politique du président Alassane Ouattara.
4. Parti Démocratique de Côte d'Ivoire.
5. Depuis 1986, année de la première élection municipale, c'est le PDCI qui dirige la commune de Bettié.
6. Les élections ont été remportées par le candidat du RDR, un ex-militant frustré du PDCI. Il a été candidat indépendant perdant à l'élection législative. Pour les municipales, il a été investi comme le candidat du RDR.
7. En 2008, le président des jeunes de Bettié avait plus de 45 ans. Il nous confiait qu'il se faisait remplacer depuis quelques années par un autre jeune (moins âgé) pour les rencontres nationales de la jeunesse communale. En 2010, le nouveau président de la jeunesse avait plus de 40 ans.
8. Il ressort de la trajectoire des enquêtés que les premiers retours au village remontent à l'année 1984, après l'échec à l'examen du probatoire. L'introduction de l'hévéaculture et ensuite l'érection du village en commune impulsent ce mouvement de retour les années suivantes. Les déscolarisés qui reviennent au village trouvent à la mairie et dans la société d'hévéa des opportunités d'insertion économique.
9. Le décret n°76-877 du 28 décembre 1976 érige Bettié en une sous-préfecture du département d'Abengourou.
10. Colin et Losch (1990) montrent que dans cette situation, le planteur se présente comme un simple fournisseur de ressource foncière. La société se substitue aux planteurs dans l'orientation de leur plantation.
11. Il s'agit de la « version jeune » du programme de vulgarisation de l'hévéa. La première phase ayant privilégié les anciens planteurs, cette seconde est orientée vers les jeunes déscolarisés.

12. K.K. Bettié, mai 2008.
13. Nioupin Béné était ambassadeur de la mission de la Côte d'Ivoire à Genève de 1968 à 1975. On lui attribue le titre de principal promoteur de l'hévéaculture à Bettié. Derrière sa première résidence au village, qu'il a cédée à la sous-préfecture, se trouvent encore les premiers plants d'hévéa plantés sur le sol de Bettié.
14. Selon K. B., cette boutique était un don de la SAPH au village de Bettié.
15. Soixante dollars, en considérant qu'un dollar équivalait à 500 FCFA.
16. Lorsque nous le rencontrions en janvier 2009, il venait d'avoir un accident de la circulation au Ghana. Il fait un lien très étroit entre son accident et la construction de sa maison.
17. Lors de notre entretien dans son bureau, nous avons été interrompus par une délégation de jeunes d'Abradinou venue le solliciter pour le parrainage d'un tournoi de football. Abradinou est un village de la sous-préfecture de Bettié regorgeant de nombreux cadres et politiciens. Cela paraissant contradictoire pour le pharmacien qui ne comprenait pas pourquoi les jeunes peuvent ignorer ces grands cadres du village. Après le départ de la délégation, il interprétait cette sollicitation comme un piège politique. Pour lui, son intrusion dans les milieux jeunes peut être lue par les cadres et les politiciens locaux comme une stratégie de positionnement dans l'espace politique.
18. Le soutien, selon le pharmacien, concerne aussi bien la gestion du club que la conduite de ses activités professionnelles à Bettié. En 2009, il menait ses activités dans un petit magasin à la gare. Depuis peu, il est installé dans un immeuble de deux niveaux qu'il a construit, non loin de l'ancien magasin. Expression de ce soutien promis ou initiative personnelle du pharmacien ? Ce que nous savons de la construction de cet immeuble, c'est qu'il a été financé par le pharmacien sur le lot d'un notable. Nous ne connaissons pas exactement les clauses de cette relation.
19. Nous reprenons ici une expression de K. N., un instituteur à la retraite qui l'utilisait pour qualifier les plantations du jeune B. Il sous-entend que le jeune B. n'a pas participé à la création de la plantation. Il n'est venu que pour récolter les fruits de l'investissement de son père.
20. Par itinéraire d'accumulation, nous voulons traduire un ensemble de ressources associées au processus de production du caoutchouc depuis la pépinière jusqu'à l'usine agro-industrielle à Bettié.
21. Généralement, les postes électifs dans les communautés.
22. Sur la polémique de l'identité nationale il existe une vaste littérature ; voir par exemple Chauveau (2000).
23. Voir Perrot (1982) pour une lecture plus détaillée de l'organisation politique des Agni de l'Indénié.
24. À partir des cultures maraîchères, Laurence Tujague-Gibourg et Paul Moustier situent les jeunes dans le système économique des Agni en milieu rural (Tujague-Gibourg 2004 ; Tujague-Gibourg & Moustier 2009).

Références

- Abeles, Marc, 2008, *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.
- Agier, Michel, 2002, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion.
- Agier, Michel, 2008, « Politiques urbaines sans auteur. Une anthropologie des situations », *Multitudes* (31), p. 51-60.
- Agier, Michel, 2012, « Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie », *L'Homme* 203-204(3-4), p. 51-75.
- Antoine, Annie & Julian Mischi (Éds.), 2008, *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Antoine, Philippe, Mireille Razafindrakoto & François Roubaud, 2001, « Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo », *Autre part* (18), p. 17-36.
- Appadurai, Arjun, 2005, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot/Rivages.
- Augé, Marc, 2003, *Pour quoi vivons-nous ?*, Paris, Fayard.
- Augé, Marc, 2009, *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris, Payot et Rivages.
- Babo, Alfred, 2010, *Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays Baoulé (Côte d'Ivoire)*, Dakar-Paris, AfriMAP-Karthala-Crepos.
- Bierschenk, Thomas, Jean-Pierre Chauveau & Jean-Pierre Olivier de Sardan (Éds.), 2000, *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*, Paris, Mainz, Karthala, APAD.
- Bierschenk, Thomas & Jean-Pierre Olivier de Sardan (Éds.), 1998, *Les pouvoirs au village*, Paris, Karthala.
- Bobo, Samuel, 2011, *Ethnographie des conflits fonciers intra-familiaux à Bodiba (Centre-ouest ivoirien)*, thèse de doctorat, département d'anthropologie et sociologie, Université de Bouaké.
- Bouet, Claude, 1977, *Bettié et Akiékrou : étude comparée de deux terroirs en zone forestière ivoirienne*, Paris, ORSTOM.
- Chaléard, Jean-Louis & Alain Dubresson, 1989, « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », dans Benoît Antheaume, Chantal Blanc-Pamard *et al.* (Éds.) *Tropiques lieux et liens*, Paris, Orstom, p. 277-290.
- Chauveau, Jean-Pierre, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique africaine* (78), p. 94-125.
- Chauveau, Jean-Pierre, 2005, « Introduction thématique : les jeunes ruraux à la croisée des chemins », *Afrique contemporaine* 214(2), p. 15-35.
- Chauveau, Jean-Pierre & Samuel Bobo, 2003, « La situation de guerre dans l'arène villageoise, un exemple dans le Centre-Ouest ivoirien », *Politique africaine* (89), p. 12-32.
- Chauveau, Jean-Pierre & Samuel Bobo, 2005, « Crise foncière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire forestière », *Outre-Terre* 2(11), p. 247-64.

- Chauveau, Jean-Pierre, Samuel Bobo, Noël Kouassi & Moussa Koné, 2012, « Milices rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit (zone sud). Reconceptualiser le « dispositif Milicien » », dans Remy Bazenguissa-Ganga & Sami Makki (Éds.), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 23-56.
- Chauveau, Jean-Pierre, Jean-Philippe Colin, Samuel Bobo, Georges Kouamé, Noël Kouassi & Moussa Koné, 2012, « Côte d'Ivoire : la question foncière à l'épreuve de la paix », *Territoires d'Afrique* (4), p. 53-59.
- Chauveau, Jean-Pierre & Paul Richards, 2008, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire–Sierra Leone », *Politique africaine* (111), p. 131-67.
- Chauveau, Jean-Pierre & Jean-Pierre Dozon, 1985, « Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire », *Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines*, 21, 1, p. 63-80.
- Colin, Jean-Philippe & Bruno Losch, 1990, « Touche pas à mon planteur. Réflexions sur les « encadrements » paysans à travers quelques exemples ivoiriens », *Politique africaine* (40), p. 83-99.
- Godelier, Maurice, 2010, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Paris, Flammarion.
- Köbben, André J., 1954, « L'héritage chez les Agni. L'influence de l'économie de profit », *Africa* 24, p. 359-363.
- Kouassi, Noël, 2014a, « La Réparation des « bruits » du tutorat comme enjeu de la mobilisation des jeunes dans le conflit ivoirien à Diamarakro (est de la Côte d'Ivoire) », dans Fabio Viti (Éd.) *Côte d'Ivoire : d'un conflit à un autre*, Paris, L'Harmattan, p. 131-154.
- , 2014b, *Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays agni*, doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales/Université Alassane Ouattara de Bouaké.
- Meillassoux, Claude, 1999(1964), *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*, Paris, EHESS.
- Muller, Pierre, 2009, « Le basculement du regard ». La question de « l'entrepreneur rural », *Études rurales* 1(183), p. 101-12.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala.
- Perrot, Claude-Hélène, 2006, « Chefs traditionnels : le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine* 1 (217), p. 173-84.
- Pillet-Schwartz, Anne-Marie, 1980, « Une tentative de vulgarisation avortée : l'hévéaculture villageoise en Côte d'Ivoire », *Cahier d'études africaines* 20(77/78), p. 63-82.
- Poutignat, Philippe & Jocelyne Streiff-Fenart, 2005, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- Renahy, Nicolas, 2010, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

- Stavenhagen, Rodolfo, 1969, *Les classes sociales dans les sociétés agraires*, Paris, Anthropos.
- Surroca, Claude, 1964, *Bettié sur Comoé : étude d'un terroir Agni en zone forestière éburnéenne*, Paris, ORSTOM.
- Touré, Abdou, 1985, « La jeunesse ivoirienne face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire », *Cahier ORSTOM, série Sciences humaines XXI* (2-3), p. 275-93.
- Touré, Abdou, 2004, « Le maraîchage en économie de plantation : une alternative à l'économie de plantation ? Le cas de la tomate dans la région d'Abengourou en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine* 2 (210), p. 171-90.
- Tujague-Gibourg, Laurence & Paule Moustier, 2009, « Dominants et dominés en économie de plantation dans le centre-est de la Côte d'Ivoire : le cas des producteurs de tomates (1990-2000) », *Revue du Tiers-monde* 2 (198), p. 407-20.
- Zajaczkowski, Andrzej 1963, « La structure du pouvoir chez les Ashanti de la période de transition », *Cahier d'Études Africaines* n° 3 (12), p. 458-473.

